

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 26/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DIETRICH CHRISTIAN**

25 rue de Hellering  
57930 OBERSTINZEL

Code AIOT : 0003012726

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement DIETRICH CHRISTIAN implanté RD40 Lieu-dit Ischer Berg - 67320 WEYER. L'inspection a été annoncée le 06/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DIETRICH CHRISTIAN
- RD40 Lieu-dit Ischer Berg - 67320 WEYER
- Code AIOT : 0003012726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL Chritian DIETRICH exploite la carrière de WEYER pour l'extraction de pierres concassées et enrochements calcaires depuis 2018.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi d'exploitation, plans
- Suivi écologique
- Garanties financières

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant ne réceptionne pas, ne stocke pas et n'emploie pas de matériaux extérieurs sur le site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 13.6	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 2	Sans objet
3	Suivi écologique du site	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 3.1	Sans objet
4	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 6.2	Sans objet
5	Surveillance des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 6.5	Sans objet
6	Risques géotechniques	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 12.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu consulter les documents à jour de l'exploitation et du suivi de l'état du site.  
L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection sous un délai d'un mois les documents de suivi écologique du site (2022).  
L'inspection n'appelle pas d'observation complémentaire.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 13.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 13.7 « L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000, orienté. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer : <ul style="list-style-type: none"><li>• les dates des levés,</li><li>• le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,</li><li>• les bords de la fouille,</li><li>• les limites de sécurité définies à l'article 12.1,</li><li>• la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique,</li><li>• l'emplacement exact du bornage,</li><li>• la position des dispositifs de clôture,</li><li>• l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,</li><li>• les limites des phases d'exploitation et de remise en état, définies pour le calcul des garanties financières,</li><li>• l'étendue des zones où l'exploitation est terminée, celles remblayées et celles remises en état,</li><li>• les voies d'accès et chemins menant à la carrière,</li><li>• les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,</li><li>• des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.</li></ul> Le plan est daté. Il comporte une légende qui permet d'identifier les éléments énumérés au paragraphe précédent. »
Article 13.7 - Mise à jour et communication du plan et des coupes Le plan d'exploitation et les coupes associées sont mis à jour au moins une fois par an. Le plan doit comporter toutes les informations énumérées à l'article 13.6. Plusieurs plans peuvent être établis à la même échelle. Le plan d'exploitation et les coupes associées doivent être transmis à l'Inspection des installations classées tous les trois ans. L'Inspection des installations classées peut demander des exemplaires supplémentaires du plan et des coupes. Le plan d'exploitation et les coupes sont également mis à jour au moment de la notification de la cessation d'activité de la carrière. Les plans sont dressés et les coupes sont établies par un géomètre-expert. Les plans et les coupes sont conservés sur le site et sont tenus à la disposition de l'Inspection.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté et remis à l'inspection le plan d'exploitation établi en septembre 2023 par le cabinet Philippe BOUSSER. Le plan fourni n'appelle pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Article 2.2 La durée de l'autorisation est divisée en six périodes de cinq ans. Le montant des garanties permet d'assurer la remise en état maximale pendant chaque période. Le montant des garanties pour chacune de ces périodes est fixé dans le tableau ci-après, par référence à l'indice TP01 de décembre 2016 (103,7 base 2010). Périodes Garanties 1-5 ans 66 410 € 6-10 ans 104 150 € 11-15 ans 100 635 € 16-20 ans 150 880 € 21-25 ans 172 980 € 26-30 ans 164 880 €  Article 2.3 - Renouvellement des garanties financières L'exploitant adresse à la préfecture l'original du document qui atteste le renouvellement des garanties financières, au moins trois mois avant leur échéance, dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/2012 susvisé, et pour la durée minimale fixée à l'article 2.2. Il adresse une copie du document à l'Inspection des installations classées.  <b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'inspection une copie des garanties financières actualisées et renouvelées pour la période du 21/11/2023 au 13/11/2028. L'exploitant s'engage à adresser le document original à la préfecture.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Suivi écologique du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi écologique
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Article 3.1.3 - Suivi Dans le cadre de l'exploitation de la carrière, l'exploitant doit mandater un expert écologue pour suivre le volet biodiversité sur le site. Un suivi est à mettre en œuvre sur 30 ans. Il correspond à : <ul style="list-style-type: none"><li>• au démarrage de l'exploitation :<ul style="list-style-type: none"><li>- piquetage des zones à préserver (site à Scabieuse des prés),</li><li>- piquetage et transfert des pieds d'Orchis bouc et d'Orchis pyramida,</li><li>- contrôle des clôtures et des balisages (site à Scabieuse des prés),</li><li>- conseil d'entretien des haies le long de la piste,</li><li>- projet détaillé de l'ouvrage Petite Faune.</li></ul></li><li>• en cours d'exploitation :<ul style="list-style-type: none"><li>- conseils pour éviter la destruction d'individus protégés,</li><li>- création d'habitats favorables à la petite faune en phase de chantier,</li><li>- contrôle du respect des espaces préservés et de leur entretien,</li><li>- contrôle de la non-colonisation des bassins de rétention par les batraciens,</li><li>- conseil de gestion des délaissés,</li><li>- encadrement du réaménagement de la prairie naturelle,</li><li>- encadrement du réaménagement des haies et des boisements,</li><li>- suivi de l'avifaune (IPA) et des espèces végétales patrimoniales.</li></ul></li></ul> <b>Modalités de suivi des mesures :</b> Un suivi écologique annuel de toutes les espèces protégées présentes sur le site (faune et flore) et des mesures mises en œuvre est à mettre en place sur le site pendant 5 ans, puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de l'autorisation d'exploitation, ainsi que pendant une année suivant la fin



d'exploitation. Il doit permettre :

- de vérifier la réalisation des mesures d'évitement, de réduction ou d'accompagnement prévues,
- d'évaluer leur efficacité vis-à-vis de la faune et de la flore,
- d'apporter des ajustements aux mesures en cas de besoin.

Les premières années, le suivi doit comprendre le reportage sur la mise en défens des prairies à Scabieuse des près et un bilan sur la reprise des plants déplacés d'Orchis bouc et d'Orchis pyramidal en précisant les modalités de transfert.

Le suivi se fait sous forme de visites pour lesquelles un compte-rendu est systématiquement rédigé. Des actions correctives seront à mettre en œuvre en cas de non atteinte des objectifs de maintien de population ou de milieu.

**Constats :**

L'exploitant fait réaliser le suivi écologique du site par la société ECOLOR avec réalisation d'un compte-rendu annuel.

Le compte rendu 2023 est attendu au plus tard pour le 01/04/2024.

L'exploitant s'engage à adresser à l'inspection le compte rendu 2022 par voie électronique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Eaux résiduaires**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 6.2

**Thème(s) :** Autre, Eaux résiduaires

**Prescription contrôlée :**

Le ravitaillement des engins de chantier doit être réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Les eaux ainsi collectées doivent être traitées par un séparateur d'hydrocarbures ou par un dispositif de traitement équivalent avant rejet dans un bassin de récupération des eaux pluviales aménagés en partie basse du site.

Le dispositif de traitement doit être nettoyé et vidangé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

L'exploitant doit conserver tous documents qui justifient l'entretien du dispositif et le traitement des hydrocarbures ou des autres déchets piégés par le dispositif.

Le point de rejet des eaux résiduaires à la sortie du système de traitement des eaux de l'aire de ravitaillement et d'entretien des engins doit être aménagé pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

Ce point est aménagé de manière à être aisément accessible et à permettre des interventions en toute sécurité. Les opérations correspondantes sont enregistrées et archivées.

Les documents qui attestent de l'entretien du dispositif de traitement sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées (registres, bordereaux de suivi de déchets...).

**Article 6.7 - Surveillance des rejets d'eaux résiduaires**

À la sortie du système de traitement des eaux de l'aire de ravitaillement des engins, la concentration en hydrocarbures doit être analysée au moins une fois par an par un laboratoire agréé.

La concentration en hydrocarbures doit être inférieure à 5 mg/l.

L'exploitant doit informer l'Inspection en cas de dépassements de la valeur limite fixée. Il présente les dispositions envisagées pour y remédier.

Les prélèvements sont effectués par le laboratoire ou par une entreprise extérieure spécialisée.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection les factures des vidanges du séparateur d'hydrocarbures réalisées par une société spécialisée en 2020 et 2023.

L'exploitant justifie par la faible activité du site (environ 40 jours par an) l'absence d'analyse des eaux rejetées en sortie du séparateur d'hydrocarbures.

L'exploitant s'engage à réaliser une analyse des eaux rejetées en sortie du séparateur d'hydrocarbure en 2024 et à transmettre le rapport à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Surveillance des rejets d'eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 6.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance des rejets d'eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 6.5 - Eaux pluviales - Eaux de ruissellement Les eaux pluviales non polluées doivent s'infiltrer ou être dirigées vers un bassin de récupération et de décantation des eaux pluviales. Ce bassin est aménagé sur la partie basse de la carrière, imperméabilisé et équipé d'une vanne de sectionnement permettant d'arrêter toute évacuation vers le milieu naturel en cas de non-respect des valeurs limites de rejet ou de déversement accidentel ou lors d'un incendie sur le site. Le bassin de récupération des eaux pluviales doit : <ul style="list-style-type: none"><li>- être suffisamment dimensionné pour assurer la décantation des eaux de ruissellement avant rejet (volume d'environ 175 m<sup>3</sup>),</li><li>- être suffisamment dimensionné pour être capable de contenir, en sus, un événement pluvial décennal (volume supplémentaire de 161 m<sup>3</sup>),</li><li>- avoir une forme et une conception qui facilite la sédimentation des matières en suspension et son curage,</li><li>- être curé autant que de besoin pour éviter sa saturation, et au moins une fois par an.</li></ul> L'exploitant doit pouvoir justifier du volume offert par ce bassin. L'exploitant inscrit sur un registre les dates de curage de bassin.  Article 6.9 - Surveillance des rejets d'eaux pluviales / d'eaux de ruissellement À la sortie du bassin de récupération des eaux pluviales, les paramètres suivants doivent être analysés par un laboratoire agréé : <ul style="list-style-type: none"><li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>- Température inférieure à 30 °C ;</li><li>- matières en suspension totale (MEST), concentration inférieure à 30 mg/l ;</li><li>- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), concentration inférieure à 125 mg/l ;</li><li>- hydrocarbures totaux, concentration inférieure à 5 mg/l.</li></ul> Ces valeurs doivent être mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. Pour les MEST, la DCO et les hydrocarbures totaux, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne devra pas dépasser 100 mg Pt/l. Les prélèvements sont effectués à la sortie du bassin de récupération des eaux pluviales par le laboratoire ou par une entreprise extérieure spécialisée. Des analyses de contrôle annuelles portant sur les paramètres précédemment cités sont à réaliser. L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas de dépassements des valeurs limites fixées. Il présente les dispositions envisagées pour y remédier. Les résultats doivent être archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de l'autorisation d'exploiter.  Article 6.10 - Archivage des résultats Les résultats des analyses prévues aux articles 6.7 et 6.9 doivent être archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de l'autorisation d'exploiter. Ces résultats sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Ils lui sont transmis à sa demande.
<b>Constats :</b> L'inspection a pu constater l'absence d'eaux pluviales dans le bassin de rétention, malgré une période de précipitations importantes dans les jours passés (novembre 2023). La présence d'un filet d'eau à l'entrée du bassin de décantation permet de constater l'absence d'obstruction du dispositif de caniveau recevant les eaux de ruissellement du site. L'exploitant justifie ce faible volume d'eaux pluviales par une infiltration importante due à la typologie des sols de l'exploitation. En l'absence d'eaux dans le bassin de rétention, l'exploitant justifie l'absence d'analyse des eaux en sortie du bassin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Risques géotechniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 12.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques géotechniques
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 12.1 - Stabilité des terrains Les bords des excavations doivent être tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé défini à l'article 1.4, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette zone de dix mètres ne doit pas être exploitée. L'exploitant ne met aucune installation classée liée à l'exploitation de la carrière dans la limite des dix mètres comptés à partir des limites du périmètre de l'autorisation. Les installations de traitement des matériaux doivent être tenues à 15 mètres minimum de l'axe de la Rd 40 qui passe en limite de site.  Article 12.2 - Profondeur d'exploitation - Fronts de taille L'exploitation a lieu exclusivement à sec. La profondeur d'exploitation est limitée à la cote +267 mètres NGF (cote minimale). Aucune extraction ne doit être effectuée à une cote inférieure. En cours d'exploitation, les fronts de taille doivent être profilés en gradins. L'exploitant met en place les mesures suivantes contre le risque d'instabilité des fronts de taille : <ul style="list-style-type: none"><li>- la hauteur de fronts de taille est limitée à 5 mètres,</li><li>- la largeur des banquettes intermédiaires est de 5 mètres minimum entre chaque front,</li><li>- le front de taille est purgé en cas de risque d'effondrement de blocs.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a pu constater la tenue de l'exploitation selon les prescriptions : <ul style="list-style-type: none"><li>- absence de fronts de taille de plus de 5 m,</li><li>- absence de banquettes de moins de 5 m,</li><li>- distance des installations de traitement à la RD 740 (ex RD 40) de plus de 15 mètres,</li><li>- absence d'exploitation au-dessous de la cote NGF 267 m.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

